

18 octobre 2012

Communiqué de la CFDT, CGT et CFE-CGC Alcatel Lucent

1430 suppressions d'emplois chez Alcatel Lucent en France : une catastrophe humaine et industrielle !
Le 26 juillet la direction du groupe Alcatel Lucent annonçait 5000 suppressions d'emplois dans le monde. La direction du groupe annonce aujourd'hui un plan de 5490 suppressions d'emplois. Alors que la France représente moins de 12% des effectifs du groupe, les licenciements représentent plus de 27% du total.

Les dirigeants du groupe, avec ce nième plan de suppression d'emplois, se servent des effectifs comme variable d'ajustement, sans avoir abouti à ce jour au redressement financier du groupe.

Pour les syndicats, les dirigeants qui mettent en place ce nouveau plan d'économie n'ont aucune légitimité, puisque ce sont les mêmes qui ont mis en place toutes les précédentes stratégies : au plus près du client, dissémination de la R&D avec perte de maîtrise, délocalisations, externalisations... Elles ont toutes échoué.

Le groupe est confronté à une baisse significative de sa part de marché et des commandes de la part des principaux clients français et européens alors que les clients américains et chinois continuent de faire confiance au groupe ALU.

En d'autres termes, les clients américains soutiennent un groupe franco américain mais les clients européens ne nous soutiennent pas ! Ce contexte économique justifie, pour notre direction, le désengagement du groupe en France et en Europe !

Encore une fois, les salariés français et européens vont en prendre plein la gueule !

Cette situation est d'autant plus paradoxale que le marché des télécoms est aujourd'hui économiquement sain. Ainsi les 3 grands opérateurs français ont versé 5 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires sans parler des entreprises telles que Google, You tube ou Apple qui font d'énormes profits sans investissement dans les infrastructures !

Pour obtenir cette rentabilité, en France comme en Europe, les opérateurs tirent les prix des constructeurs vers le bas et font aussi appel aux équipementiers chinois ou aux enchères inversées. En France, l'arrivée de la 4ème Licence a accéléré le phénomène et nous fait perdre du chiffre d'affaire sur le périmètre France.

Il devient aussi urgent que les autorités nationales et européennes s'emparent de ce dossier si elles veulent vraiment sauver ce qu'il reste d'industrie stratégique Télécoms en France et en Europe.

Non contente de supprimer 1430 emplois en France, la direction vient d'annoncer la fermeture de Vélizy, siège d'Alcatel-Lucent France, plus gros site de France (2400 salariés sans compter les sous traitants) soit plus d'un tiers des effectifs des entreprises ALF et ALUI). Cette décision anxiogène va rendre insupportable la vie quotidienne des salariés du site et leur efficacité s'en trouvera diminuée. Certains, venant de l'Est et du Nord parisien, en sont à leur troisième ou quatrième déménagement.

Les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC et CGT vont mobiliser les salariés pour défendre les emplois en France et leur entreprise encore française. Il faut une réelle politique industrielle pour éviter la casse de la filière Télécoms en France et en Europe.